

RD Congo/Politique

Bras de fer de l'opposition isolée contre Kabila



Le siège de l'UDPS sous surveillance policière. Du coup, nombre de cadres et de militants n'ont pu répondre au mot d'ordre de manifester. Certains parmi les plus téméraires se faisant arrêter.

AFP
Kinshasa/RDCongo

Les marches qu'elle a tenté d'organiser hier ont été très vite dispersées par les autorités.

L'OPPOSITION congolaise, qui demande sans soutien extérieur le départ du président Joseph Kabila dès la fin de l'année, a tenté le "bras de fer" hier contre le pouvoir, avec des marches interdites et très vite dispersées par les autorités. Seul un noyau dur de militants a répondu à l'appel du chef du Rassemblement de l'opposition (Rassop) Félix Tshisekedi, qui avait demandé à tous les Congolais de descendre dans la rue contre le calendrier électoral renvoyant les élections au 23 décembre 2018.

A Kinshasa et dans toutes les grandes villes, les forces de sécurité ont dispersé, le plus souvent avec des gaz lacrymogènes, les manifestations qui ont rassemblé quelques dizaines voire centaines de personnes.

Même M. Tshisekedi n'a pas pu répondre à son propre mot d'ordre. Des policiers se sont déployés devant sa résidence dans la commune de Limete à Kinshasa.

Les policiers ont bloqué sa rue et tiré des gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs dizaines de sympathisants rassemblés devant chez lui, a constaté l'AFP.

A Kinshasa toujours, une dizaine de personnes auraient été arrêtées aux abords du campus universitaire.

A Kananga (Kasaï, centre), une femme a été blessée à la jambe et un homme à la tête pendant la dispersion à coups de gaz lacrymogène d'une manifestation de 50 à 300 personnes, a constaté un correspondant

de l'AFP.

Dans cette même ville, des manifestants se sont repliés dans des installations de la Mission des Nations unies (Monusco) lors d'affrontements avec la police. Dans les deux provinces du Kivu, une vingtaine de militants du mouvement Lutte pour le changement (Lucha) ont été arrêtés, d'après cette organisation. A Bukavu, un journaliste de la radio onusienne Okapi a été "brutalisé", rapporte la radio qui enregistre aussi quelques blessés. A la mi-journée, le porte-parole de la police a fait état de "quelques agitations et quelques arrestations", mais d'aucun mort.

Rien à voir avec la répression des manifestations massives des 19-20 septembre 2016 et 19-20 décembre 2016. A ces deux dates, des dizaines de manifestants avaient été tués à Kinshasa en demandant le départ de M. Kabila à la fin effective de son deuxième et dernier mandat le 20 décembre 2016.

"VILLE MORTE" • A la veille de la journée d'hier, le président français Emmanuel Macron avait repris la position de la communauté internationale sur la RDC : des élections "en 2018 dans le cadre constitutionnellement prévu".

A l'image de la France, l'Union européenne, les Etats-Unis, les Nations unies et même le très influent épiscopat congolais, se sont ralliés bon gré, mal gré, par réalisme et sous conditions, au calendrier présenté le 5 novembre par la commission électorale.

Ce calendrier renvoie les élections au 23 décembre 2018 et prolonge de fait d'encore plus d'un an le pouvoir de M. Kabila, dont le deuxième et dernier mandat a pris fin le 20 décembre 2016 d'après l'actuelle Constitution.

L'opposition congolaise ne

l'entend pas de cette oreille et demande "une transition sans Kabila" à partir du 31 décembre 2017.

"Si nous attendons l'alternance avec M. Kabila, il n'y aura jamais d'élections ici en RD Congo", résume un militant du principal parti d'opposition UDPS, Jackson Kongolo.

"Aujourd'hui c'est une marche de colère. Nous souffrons, et surtout les mères. La crise est entrée jusque dans leur cuisine", ajoute une militante, allusion à la situation économique et sociale (dépréciation du franc congolais, hausse des prix, chômage et pauvreté endémique).

Commerces et écoles fermées, circulation fluide... : à Kinshasa et dans les grandes agglomérations, la journée d'hier a surtout de nouveau pris des allures de "ville morte", comme le 15 novembre dernier.

L'immense majorité des habitants ne sortent pas de chez eux soit par conviction, soit par souci de sécurité.

Mardi, la dispersion de manifestations à Goma et Butembo, dans la province du Nord-Kivu, a fait "au moins six blessés" et entraîné "l'arrestation arbitraire d'au moins 26 personnes", selon la Mission des Nations unies en RDC (Monusco).

• **Des élus et cadres de l'opposition interpellés.** Plusieurs opposants ont été interpellés dès qu'ils ont tenté de manifester sur la voie publique pour demander le départ du président Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, élu en 2006 et réélu en 2011. Parmi eux, des élus et des cadres de l'opposition ont passé plusieurs heures au poste, comme le secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Jean-Marc Kabund, et trois députés.



Restaurants • Salons de Thé • Boîtes de nuit...



Menu du jour 12 000
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

Vendredi

Mix grill et Orchestre

- 27 000 adultes
- 17 000 enfants

Dimanche

Formule petit déjeuner 10 000

Buffet Familial :

- 27 000 adultes
- 17 000 enfants

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

CASINO CROISSETTE
LE LOUNGE & LES JEUX

HAPPY HOURS
TOUS LES JOURS
de 18h à 21h



- NOUVELLE GÉRANCE -

CLUB SAOTI



8 000 F. / Enfant
12 000 F. / Adulte
22 000 F. / Couple

Pour vos enfants

Ecole de : Tennis, Natation, Basket et Football

RESERVATION et INFO.
04 17 83 03 / 04 21 45 71 / 01 73 03 95

Lynn's RESTAURANT

SPÉCIALITÉS ORIENTALES & EUROPÉENNES
PIZZERIA - FASTFOOD
LIVRAISON À DOMICILE

PLAT DU JOUR
6 000 F CFA



QUARTIER GLASS
03 19 33 33 - 02 95 33 33

POUR VOS PUBLICITÉS



Contacts :

Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20